

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UN ENJEU MAJEUR, ENCORE MAL INCARNÉ ET PEU LISIBLE À L'ÉCHELLE LOCALE

Stewart Chau

26/02/2026

À l'approche des élections municipales de mars 2026, la transition énergétique apparaît comme un enjeu paradoxal : largement identifiée et jugée nécessaire, elle demeure pourtant floue, peu incarnée et secondaire dans les déterminants du vote local. Comment transformer un enjeu perçu comme structurant pour l'avenir en levier électoral et en action municipale visible et mobilisatrice ? La **sixième vague** de l'Observatoire des municipales menée avec l'institut Verian, *L'Opinion* et Engie, dont les résultats sont analysés par Stewart Chau, directeur d'études chez Verian, fournit des éléments de réponse.

[Les résultats complets](#)

La transition énergétique : un sujet présent à l'esprit mais encore abstrait dans ses implications concrètes

L'imaginaire des Français concernant la transition énergétique se structure autour de deux émotions en apparence contradictoires : **d'abord l'inquiétude (24%), puis l'espoir (21 %)**. Ces deux sentiments mêlés traduisent surtout un sentiment d'incertitude important sur ce que recouvre cet enjeu qui génère autant d'incompréhensions que d'attentes élevées.

D'abord, l'étude révèle que les Français semblent familiers de ce que signifie la transition énergétique – **d'ailleurs, 86% d'entre eux disent savoir de quoi il s'agit**. Ils semblent aussi reconnaître les notions qui l'entourent, la grande majorité des Français affirmant « voir de quoi il s'agit » lorsqu'on évoque les notions les plus fréquentes :

- énergies renouvelables (95%) ;

- émissions de CO₂ (92%);
- adaptation au changement climatique (89%).

Cependant, les termes plus techniques, tels que « décarbonation », suscitent davantage d'incertitudes. Mais surtout, les verbatims montrent que la compréhension repose davantage sur une intuition que sur une connaissance précise. Cette « connaissance approximative » explique en partie la difficulté à se projeter dans les implications concrètes de la transition énergétique.

En effet, le sujet reste insuffisamment explicité pour les Français interrogés, car la transition énergétique peine à entrer dans le registre du concret : **79% des Français jugent que le débat public sur la transition énergétique est flou et seuls 13% le trouvent concret.**

Ce premier diagnostic révèle une tension structurante : si la transition énergétique est perçue comme nécessaire et déterminante pour les années à venir, elle souffre d'un réel déficit de clarté dans le débat public. D'autant plus que, si la transition énergétique pouvait initialement être appréhendée comme un enjeu principalement porté par la gauche de l'échiquier politique, elle apparaît désormais, aux yeux des Français, comme un sujet pleinement transpartisan, transcendant largement les clivages partisans traditionnels.

La transition énergétique à l'échelle locale : des responsabilités encore mal comprises

À la question « qui pilote la transition énergétique locale ? », les réponses se dispersent entre :

- **l'État (37%) ;**
- **la Région (34%) ;**
- **les entreprises d'énergie (28%) ;**
- **la commune / le maire (27%) ;**
- quand 18% des personnes interrogées ne savent pas répondre.

Ce brouillard institutionnel rend plus complexe la capacité des citoyens à la fois à attribuer correctement les rôles, à mesurer les responsabilités locales et à évaluer les efforts engagés par leur municipalité.

Dans ce contexte, le rôle du maire est « supposé » être celui d'un acteur perçu comme important, mais dont les actions sont peu visibles. Dès lors, si 54% des personnes interrogées estiment qu'il

joue un rôle important dans la transition énergétique locale, cette reconnaissance se heurte à deux constats lourds :

- la grande majorité ne connaît pas sa position – **48% disent ne pas connaître la position de leur maire en ce qui concerne la transition énergétique** et seuls 11 % déclarent la connaître clairement ;
- l'action communale reste peu lisible. Lorsqu'il s'agit d'évaluer la position de leur commune sur l'enjeu de la transition énergétique, **6% la jugent en avance, 52% dans la moyenne, 16% en retard et surtout 26% ne savent pas répondre.**

Ces résultats traduisent un déficit d'indicateurs visibles pour le public et une difficulté à identifier des réalisations concrètes.

Par conséquent, la confiance accordée aux maires pour assurer la transition énergétique dans leur commune est limitée : 45% des personnes interrogées leur font confiance pour piloter la transition, mais 31% n'ont pas confiance et, là encore, près d'un Français sur quatre (24%) ne sait pas se prononcer. Le maire est identifié comme un acteur clé, mais son action est peu visible, peu explicitée, et sa ligne d'action demeure donc obscure pour une majorité de citoyens.

Les citoyens, malgré le flou entourant les actions actuellement menées, se déclarent prêts à s'impliquer. **Ainsi, 41% se disent disposés à participer à des groupes de réflexion à l'échelle de leur commune, et quart des Français (25%) serait même prêt à contribuer financièrement à des projets liés à la transition énergétique.** Un chiffre loin d'être négligeable au regard des tensions persistantes concernant le pouvoir d'achat. Cela démontre, s'il en était besoin, la force de la dynamique locale sur ce sujet.📌

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La transition énergétique et les élections municipales : un enjeu

encore secondaire malgré des attentes concrètes

Alors même que l'enjeu climatique s'installe comme priorité nationale, il reste en retrait dans les leviers de vote municipal :

- **l'énergie ne compte que pour 5% des électeurs parmi les sujets principaux influençant leur choix,**
- interrogés sur l'importance qu'ils donnent à la transition énergétique dans leur vote (échelle 0-10), les Français lui attribuent une note moyenne de 5,85.

Rappelons que les sujets prioritaires qui compteront le plus dans leur vote restent très stables sur les six derniers mois et sont centrés sur **la sécurité, la préservation du cadre de vie et la fiscalité locale**. Face à ces sujets, l'enjeu de l'énergie constitue un enjeu de « principe » qu'on pourrait lier aussi aux questions environnementales, voire à la préservation du cadre de vie, mais il n'est pas encore, en tant que tel, un enjeu électoral structurant.

En dépit de ce manque d'incarnation locale, des attentes concrètes existent et sont hétérogènes. Parmi les priorités que les citoyens recommanderaient à leur maire, arrivent en tête :

- **le déploiement de panneaux solaires, y compris sur les toits des bâtiments publics ;**
- **la réduction de la consommation d'énergie des bâtiments publics ;**
- **le développement des espaces verts pour lutter contre les canicules.**

À travers ces recommandations, ce sont surtout des actions visibles, concrètes et ancrées localement qui sont attendues, comme un appel pour que les municipalités incarnent davantage leurs initiatives sur ce sujet. Néanmoins, **les Français identifient aussi des freins aux actions locales dans ce domaine : manque de moyens, complexité réglementaire, difficulté des habitants à changer leurs pratiques et manque d'expertise des équipes municipales.**

Pourtant, l'aspiration à voir cette transition énergétique se concrétiser davantage est bien réelle, au regard des effets positifs qu'elle procure. **Une large majorité de Français y voit un moyen de lutter contre le changement climatique (74%), de garantir un cadre de vie agréable (74%), de réduire la pollution de l'air (74%) et de favoriser la modernisation des infrastructures locales (74%).** Il apparaît ainsi que la transition énergétique n'est plus appréhendée sous le seul prisme de l'impératif environnemental, mais comme un levier essentiel pour bâtir les conditions du mieux-vivre de demain.

La transition énergétique, bien que perçue comme un enjeu essentiel, reste pour beaucoup de

Français un sujet encore abstrait et insuffisamment incarné au niveau local : le débat public manque de clarté, les responsabilités institutionnelles sont mal identifiées et l'action municipale demeure peu visible. Si le maire est perçu comme un acteur important, sa position est largement méconnue, ce qui limite la confiance et la capacité des citoyens à évaluer l'avancement de leur commune. Pour devenir pleinement mobilisatrice, la transition énergétique devra donc être mieux expliquée, rendue plus tangible et mieux incarnée dans les territoires. **Par ailleurs, sept Français sur dix jugeraient utile la mise à disposition d'un site internet leur permettant de visualiser le potentiel énergétique de leur commune : une réponse concrète à leur volonté d'agir, dans un contexte où dominant encore le flou et le besoin d'informations tangibles.**